

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Le président Lula supprime la « taxa das blusinhas » sur les petits colis importés, à cinq mois de la présidentielle

À cinq mois de la présidentielle, le président Lula a supprimé par décret-loi la taxe fédérale de 20 % sur les achats internationaux de moins de 50 USD. La mesure, qui répond à une logique électorale, bénéficie aux consommateurs et aux plateformes chinoises, mais fragilise l'industrie textile nationale. Le Congrès devra convertir le décret-loi en loi avant le 23 septembre.

L'inflation mensuelle décélère en avril, mais le glissement annuel poursuit sa remontée

L'inflation au Brésil a ralenti en avril (0,67%) par rapport à mars (0,88%), tandis que le taux cumulé sur douze mois s'est accentué à 4,39% contre 4,14% le mois précédent. Les principales pressions proviennent de l'alimentation (+1,34%) et de la santé (+1,16%). A l'inverse, le secteur des transports a fortement décéléré (+0,06%), grâce à la baisse des tarifs aériens et des transports publics dans plusieurs grandes villes.

L'activité économique brésilienne marque le pas en mars

Le repli de l'Indice à haute fréquence sur l'activité économique de la Banque Centrale en mars (-0,7%) signale une perte de vitesse de l'économie brésilienne, sans remettre en cause la progression du premier trimestre. Entre taux d'intérêt élevés, choc énergétique lié aux tensions au Moyen-Orient et ralentissement de la consommation, les indicateurs dessinent désormais une activité encore solide mais nettement moins dynamique.

Graphique de la semaine : Recettes fiscales en pourcentage du PIB en Amérique Latine et dans les Caraïbes

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-1,7%	+9,8%	176 276
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	+4,2%	-10%	124
Taux de change USD/BRL	+0,4%	-7,5%	5,03
Taux de change €/BRL	-0,2%	-8,8%	5,83

Note : Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Une publication du SER de Brasília
Semaine du 18 05 2026

LE CHIFFRE A RETENIR :

97,4%

Le taux d'utilisation des raffineries de Petrobras soit le niveau le plus élevé depuis décembre 2014.

Source : Petrobras

Actualités macro-économiques & financières

Le président Lula supprime la « taxa das blusinhas » sur les petits colis importés, à cinq mois de la présidentielle

Le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, a signé le 12 mai un décret-loi (medida provisória) supprimant l'impôt fédéral d'importation sur les achats internationaux de moins de 50 USD, connu comme « taxa das blusinhas ». Fixé à 20 % et établi en août 2024, il visait notamment les plateformes de vente en ligne chinoises – telles que Shein, Shopee et AliExpress. Publiée le soir même en édition extraordinaire du Journal officiel, la mesure est entrée en vigueur dès le lendemain. La taxe prélevée par les États, comprise entre 17 % et 20 % (ICMS), demeure en revanche applicable.

Le geste, présenté officiellement comme une mesure en faveur de la « consommation populaire », répond avant tout à une logique électorale à cinq mois du premier tour de la présidentielle. Selon des sondages, cette taxe figurait parmi les principaux foyers d'impopularité du gouvernement, aux côtés de la sécurité publique et de la lutte contre la corruption. Une enquête indiquait que 62% des Brésiliens la considéraient comme une erreur, contre 30% qui l'approuvaient. La décision intervient en outre après une série de revers parlementaires – rejet de la nomination du candidat du gouvernement à la Cour

suprême (STF), renversement du veto à la loi sur la dosimétrie (qui visait à réduire les peines prononcées contre les instigateurs de la tentative de coup d'État du 8 janvier 2023) – et alors que la candidature de Lula était en perte de vitesse dans les sondages.

L'exécutif a aussi voulu couper l'herbe sous le pied du Congrès, où plusieurs projets de loi de l'opposition cheminaient pour révoquer la taxe et en tirer le bénéfice politique. L'opposition a d'ailleurs annoncé qu'elle voterait en faveur du décret-loi, qualifié de « victoire de l'opposition et du peuple brésilien ».

L'impact budgétaire direct apparaît limité mais non négligeable dans un contexte fiscal tendu. La taxe a généré 5 Md BRL (~0,85 Md EUR) en 2025, première année pleine d'application, et 1,78 Md BRL (~0,3 Md EUR) sur les quatre premiers mois de 2026, en hausse de 25% sur un an. L'équipe économique fait valoir que la révocation, en tant qu'instrument à caractère régulateur, n'exige pas de mesure compensatoire au sens du cadre budgétaire, et que la cible budgétaire de l'année sera préservée grâce aux recettes additionnelles liées à la hausse du prix du pétrole induite par le conflit au Moyen-Orient (voir Brèves du 22 avril 2026).

Les effets sur le commerce électronique sont déjà visibles. La plateforme Mercado Livre, premier acteur du e-commerce en Amérique latine, a enregistré 14,6 millions de nouvelles annonces internationales sur le seul mois de mars 2026, soit davantage que le cumul des quatorze mois précédents, par anticipation de la décision gouvernementale. Le ticket moyen du e-commerce brésilien, autour de 303 BRL (~52 EUR), se situe précisément dans la fourchette

désormais exonérée, ce qui devrait amplifier la dynamique sur des catégories allant bien au-delà du textile : jouets, accessoires automobiles, ustensiles domestiques...

Le secteur productif national dénonce une rupture du principe d'isonomie fiscale. La Confédération nationale de l'industrie (CNI) estime, sur la base d'une étude récente, que la taxe avait permis d'éviter l'entrée de 4,5 Md BRL de produits importés et de préserver plus de 135 000 emplois et près de 20 Md BRL d'activité. L'Association brésilienne de l'industrie textile (ABIT) souligne que 80% des vêtements vendus au Brésil coûtent moins de 50 USD, donc le secteur est particulièrement exposé à un risque de désindustrialisation accélérée face à la concurrence chinoise. L'Association brésilienne du commerce de détail textile (ABVTEX) évoque 18 millions d'emplois menacés dans l'ensemble du commerce textile. L'Institut pour le développement du commerce de détail (IDV) rappelle qu'au cours de la première année d'application de la taxe, 107 000 emplois avaient été créés dans le seul commerce, sans répercussion notable sur les prix à la consommation.

Le décret-loi devra être converti en loi par le Congrès dans un délai de 60 jours, renouvelable une fois – soit, au plus tard, le 23 septembre, à quelques jours du premier tour. L'opposition entend déposer un amendement instaurant une exonération équivalente pour la production nationale en deçà de 50 USD, proposition dont l'adoption apparaît peu probable en raison de l'absence de compensation budgétaire.

L'inflation mensuelle ralentit en avril, mais le glissement annuel poursuit sa remontée

L'inflation au Brésil affiche une dynamique contrastée en avril : en rythme mensuel, l'IPCA – l'indice de référence – a ralenti à 0,67%, contre 0,88% en mars (-0,21 pp), tandis qu'en glissement annuel l'indice continue de s'accroître, à 4,39% contre 4,14% en mars. Ce ralentissement mensuel intervient malgré la persistance de fortes hausses dans l'alimentation et la santé. Depuis le début de l'année, l'inflation cumulée atteint 2,6%.

Ce résultat conforte la prudence de la Banque centrale : le glissement annuel se rapproche du plafond de la cible (3% +/- 1,5 pp), tandis que les anticipations connaissent un désancrage marqué. Les marchés attendent désormais une inflation à 4,92% en fin d'année, contre 3,91% il y a deux mois, avant le début du conflit au Moyen-Orient. Côté politique monétaire, le taux directeur (Selic) est désormais anticipé à 13,25% en fin d'année, contre 12,13% juste avant le déclenchement des tensions internationales.

Les prix sont principalement tirés par les groupes alimentation et boissons ainsi que santé et soins personnels, qui représentent ensemble 67% de la hausse mensuelle. L'alimentation a augmenté de 1,3% en avril, contribuant à hauteur de 0,3 pp à l'indice global. Depuis janvier, cette rubrique affiche déjà une hausse cumulée de 3,4%. La santé et soins personnels a progressé de 1,2% sur le mois, avec un impact de

0,2 pp sur l'indice général. Le logement a également contribué à la pression inflationniste avec une hausse de 0,6%. Cette progression est due notamment à l'augmentation du prix du gaz en bouteille (+3,7%) et de l'électricité résidentielle (+0,7%), à la suite de plusieurs réajustements tarifaires appliqués. Les hausses ont notamment atteint 14,7% et 6,9% selon les concessionnaires à Rio de Janeiro, 12,4% à Campo Grande, 4,8% à Salvador et 3,9% à Recife.

À l'inverse, le groupe des transports a fortement ralenti après la hausse de 1,64% observée en mars. En avril, le groupe n'a progressé que de 0,06%, principalement grâce à la chute de 14,4% des tarifs aériens. Les transports publics urbains ont également contribué à cette modération, avec une baisse de 1,1% des tarifs des bus urbains, liée à l'instauration de gratuités ou de réductions tarifaires le dimanche et les jours fériés dans plusieurs capitales, dont São Paulo, Brasília, Salvador et Belo Horizonte. Les tarifs du métro ont également reculé de 0,38% sous l'effet de ces mesures à Brasília.

Les carburants restent toutefois un facteur de pression dans le secteur des transports. Les prix ont augmenté de 1,8% en avril, avec une hausse de 1,9% pour l'essence, de 4,5% pour le diesel et de 0,6% pour l'éthanol. Malgré un ralentissement par rapport à mars, l'essence demeure le principal contributeur individuel à l'indice mensuel, avec un impact de 0,10 pp.

Etude économique & financière

L'activité économique brésilienne marque le pas en mars

L'activité brésilienne a reculé en mars, sans effacer la bonne performance du premier trimestre. L'Indice d'activité économique de la Banque centrale (IBC-Br), utilisé comme indicateur avancé du PIB, a diminué de 0,7% en glissement mensuel en mars 2026, après deux hausses successives en janvier (+0,8%) et février (+0,6%). Le repli de mars est général puisque les activités agricoles et l'industrie reculent chacune de 0,2%, tandis que les services, principal moteur de l'économie, baissent de 0,8%. Hors agriculture, la contraction de l'IBC-Br atteint 0,9%. Sur l'ensemble du premier trimestre, l'indicateur progresse néanmoins de 1,3% par rapport au trimestre précédent et de 1,8% sur douze mois.

Cette évolution suggère davantage une normalisation après un début d'année dynamique qu'un retournement marqué de l'activité. Le conflit au Moyen-Orient a également pu peser sur le dynamisme de l'activité économique en mars, via la hausse des prix de l'énergie. Ce canal apparaît surtout dans les services puisque la recette réelle du secteur a reculé de 1,2% en mars et de 0,7% au premier trimestre, avec une contraction marquée dans les transports (-2,4% sur le trimestre). Selon

les estimations, près d'un tiers de la diminution des recettes réelles des services s'expliquerait par l'effet du déflateur, lié à la volatilité des prix des carburants.

Les chiffres de la consommation signalent également une situation contrastée. Les ventes du commerce de détail élargi ont encore progressé de 0,3% en mars et de 1,3% au T1, mais la composition du résultat indique un ralentissement des postes les plus sensibles aux taux d'intérêt et au revenu. Les meubles et électroménagers (-0,9%) et les véhicules (-0,6%) ont reculé, tandis que les ventes de la grande distribution ont baissé de 1,4%. Le résultat total a surtout été soutenu par les achats de combustibles et lubrifiants (+2,9%), en raison notamment des effets de prix.

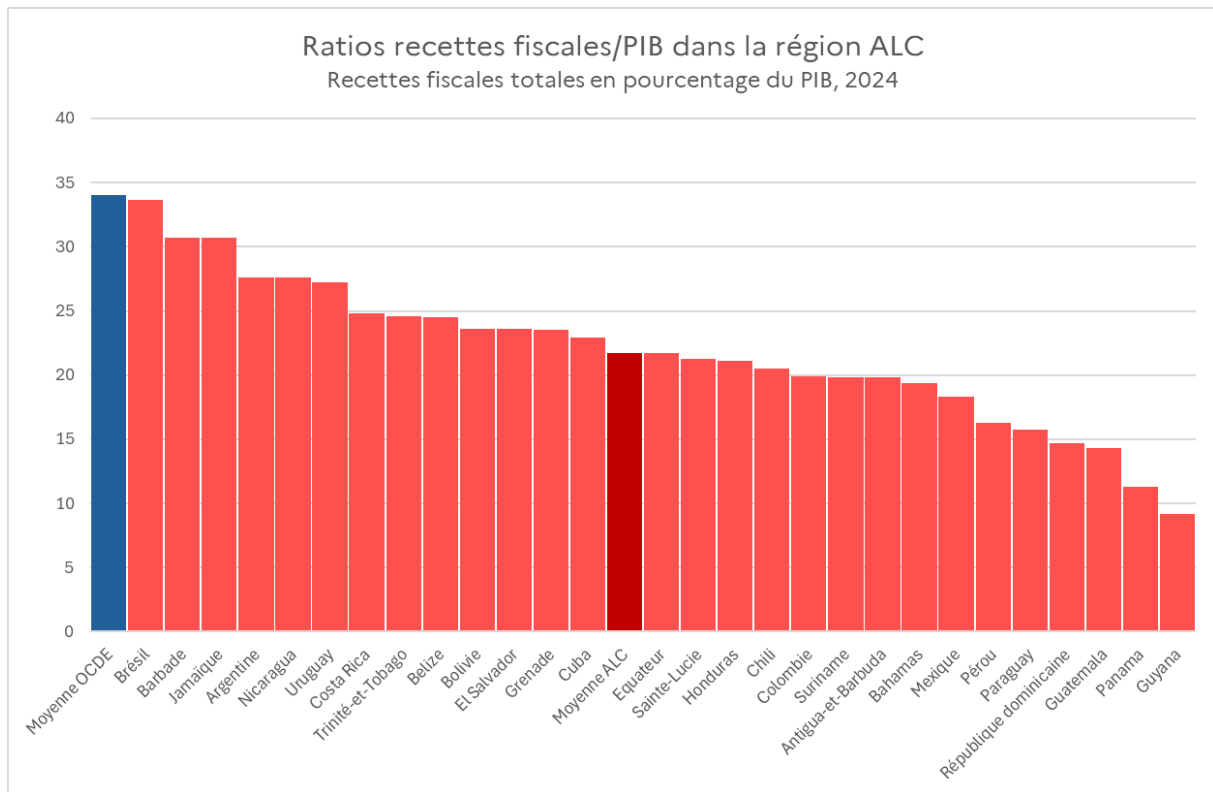
L'industrie soutient modérément l'activité économique. Selon l'Institut national de statistiques (IBGE), la production industrielle a légèrement progressé en mars (+0,1% en g.m.), représentant une troisième hausse mensuelle consécutive, et affiche une progression de 1,3% au T1 en g.a. Cette amélioration masque toutefois d'importantes disparités sectorielles. Les industries extractives (+8,7% au T1), les produits alimentaires (+2,6%) et les produits pharmaceutiques (+14,3%) tirent l'activité, tandis que les biens d'équipement reculent de 6,3%.

Le commerce extérieur est resté excédentaire en mars mais avec un effet net limité sur l'activité. L'excédent commercial du pays s'est élevé à 6,4 Md USD en mars, tout en présentant le plus faible excédent pour le mois depuis 2020, en baisse de 17,2% par rapport à mars 2025. Les importations ont en effet progressé plus rapidement (+20,1% en glissement annuel à 25,2 Md USD) que les exportations (+10%, à 31,6 Md USD).

Enfin, le marché du travail continue d'amortir le ralentissement de la demande intérieure. Selon le ministère du Travail (CAGED), 228 208 emplois formels ont été créés en mars, portant le solde du premier trimestre à 613 373 créations nettes. Cette résilience contribue à soutenir le revenu des ménages, mais ne suffit pas à neutraliser l'effet restrictif des taux élevés sur les segments de consommation les plus dépendants du crédit.

* * *

Graphique de la semaine



Source : OCDE

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Léo Portier (Adjoint), Pierre Bourgeois (stagiaire).

Abonnez-vous : leo.portier@dgtresor.gouv.fr